



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le 17/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALFA LAVAL PACKINOX SAS

4, rue Thomas Dumorey
BP 187
71100 Chalon-sur-Saône

Références : CL/NM/2023/M_49
Code AIOT : 0005401845

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement ALFA LAVAL PACKINOX implanté à Saint-Marcel (71 380), zone industrielle sud. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement défini sur la base des articles L170-1 et suivants du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALFA LAVAL PACKINOX SAS
- Zone Industrielle Sud 71380 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005401845
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALFA LAVAL PACKINOX exploite en zone industrielle sud de Saint-Marcel (71 380) une installation de formage de tôles en acier inoxydable par explosion sous l'eau, utilisant la haute pression dynamique d'une onde de choc pour emboutir à haute vitesse la tôle placée à l'intérieur de la forme d'une matrice. À cette fin, l'industriel est autorisé par voie d'arrêté préfectoral à mettre en oeuvre des produits explosifs et à en stocker au sein de ses installations.

Thématique des sujets abordés :

- consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents et les moyens d'intervention en cas d'accidents ;
- gestion de la ressource en eaux ;
- bilan des suites données aux non-conformités et observations issues de la dernière inspection en date du 15 janvier 2020.

Documents consultés :

- Étude de dangers et de sécurité au travail – Version B du 13 janvier 2009 ;
- Rapport de contrôle périodiques des installations électriques du 2 avril 2022 – Bureau Véritas
- Rapport de vérification des robinets d'incendie armés du 2 juin 2022 - Véolia

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-2-1) Fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.2.3.1.	/	Sans objet

2-2-2) Fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	/	Sans objet
2	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.1.1.	/	Sans objet
3	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.2.3.	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.2.5.	/	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.5.4.	/	Sans objet
7	Dispositions particulières relatives au stockage des matières explosives	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 7.6.1.	/	Sans objet
8	Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 8.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ALFA LAVAL s'est dotée d'infrastructures et d'une organisation propres à satisfaire les exigences réglementaires en matière de prévention du risque pyrotechnique. Cette organisation et ces infrastructures, qui n'ont guère évolué depuis leur création en 2009, paraissent aujourd'hui robustes et fiables. Les installations sont parfaitement propres et paraissent bien entretenues.

Les observations émises lors de l'inspection de 2020 ont globalement bien été considérées par l'exploitant.

Les éléments d'analyse sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).